

Diplôme	MASTER	
Mention	Droit des affaires	
Numéro d'accréditation	20220247	
Etablissements co-accrédités	<input type="checkbox"/> Université Claude Bernard Lyon 1 <input type="checkbox"/> Université Lumière Lyon 2 <input type="checkbox"/> Université Jean Moulin Lyon 3 <input type="checkbox"/> Université Jean Monnet <input type="checkbox"/> Ecole Normale Supérieure de Lyon <input type="checkbox"/> Ecole Centrale de Lyon <input type="checkbox"/> INSA Lyon <input type="checkbox"/> Vetagro Sup <input type="checkbox"/> ENTPE	<input type="checkbox"/> ENSSIB <input type="checkbox"/> ENSAL <input type="checkbox"/> ENSASE <input type="checkbox"/> Institut Mines Telecom <input type="checkbox"/> Université Savoie Mont Blanc <input type="checkbox"/> IOGS Paris-Saclay
Schéma des parcours	Parcours de M1-M2 Droit de la propriété intellectuelle – droit des créations artistiques et esthétiques (PI) Parcours de M1-M2 Droit des affaires comparé (DAC) Parcours de M1-M2 Juriste d'affaires, éthique et compliance (JAEC) Parcours de M1-M2 Management juridique des affaires (MJA) Parcours de M1-M2 Transports, Assurances, Douanes (TAD) Parcours de M1-M2 European and International Trade & Investment Law (EITIL) Parcours de M1-M2 Droit du marché digital et des données (DMDD)	

Objectifs et finalité de la formation (secteurs d'activité et métiers visés)

En M1, la formation se concentre sur le droit privé, tout particulièrement sur les diverses branches du droit des affaires, tout en étant enrichie par quelques cours en droit public économique. La formation se situe donc dans le prolongement de la licence en droit privé et comporte des cours à la fois classiques en M1 et techniques : la propriété intellectuelle, le droit bancaire, le droit de la distribution, le droit de la consommation, le droit de la concurrence par exemple. La formation prend en compte les aspects internationaux du droit des entreprises avec des enseignements tels que le droit international privé et le droit du commerce international. Compte tenu de l'importance de la langue anglaise dans la pratique du droit des affaires, les étudiants suivent tous des cours d'anglais juridique. La plupart des parcours intègrent aussi des cours originaux : techniques contractuelles, modes alternatifs de règlement des différends par exemple. Certains enseignements sont propres au parcours pour lequel l'étudiant a été sélectionné. Dans les parcours PI, DAC, JAEC et TAD, ces enseignements spécifiques prennent la forme de « séminaires de spécialisation », qui sont des travaux dirigés portant sur les thèmes de spécialité du parcours.

En M2, les objectifs sont de permettre à l'étudiant de se spécialiser davantage dans une branche ou un domaine particulier du droit des affaires. Les M2 proposés permettent donc de développer une expertise dans un domaine de spécialité correspondant à des besoins professionnels.

- Parcours de M1-M2 Droit de la propriété intellectuelle – droit des créations artistiques et esthétiques (PI) : une formation complète en droit de la propriété intellectuelle (droit d'auteur, droits voisins, marques...), avec un focus spécifique et unique sur le plan national en droit des dessins et modèles, ainsi que d'autres matières du droit des affaires appliquées à la propriété intellectuelle, comme le droit fiscal de la PI. Le parcours vise notamment à former de futurs avocats ou juristes d'entreprise spécialisés en propriété intellectuelle et conseils en propriété industrielle. Ce parcours comporte, en M2, une option permettant aux étudiants d'être alternants en entreprise ou cabinet.
- Parcours de M1-M2 Droit des affaires comparé (DAC) : une formation en différentes branches du droit des affaires avec une approche de droit comparé (common law principalement, droit allemand...), avec mobilité obligatoire à l'Université de Montréal débouchant sur une double diplomation (LLM). La formation met particulièrement l'accent sur le droit de la gouvernance d'entreprise et le droit des contrats.
- Parcours de M1-M2 Juriste d'affaires, éthique et compliance (JAEC) : cette formation comporte trois piliers, lesquels sont la lutte contre la corruption, la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB/FT) et la protection des données personnelles, tout en offrant des cours dans différents domaines typiquement en lien avec l'approche éthique et la gestion des risques (droit de l'environnement, droit de la santé, fiscalité internationale, intelligence artificielle...). Les étudiants sont formés aux différents instruments éthiques et gestion des risques, tels que les chartes, alertes et cartographies. La formation vise de futurs avocats d'affaires, juristes d'entreprise polyvalents et responsables conformité.
- Parcours de M1-M2 Management juridique des affaires (MJA) : il permet aux étudiants d'acquérir les fondamentaux du droit des affaires et des compétences pluridisciplinaires nécessaires à la bonne gestion d'une activité juridique. L'objectif de cette formation est de permettre aux étudiants de devenir des juristes qualifiés, qui maîtrisent les aspects technologiques et opérationnels de la gestion de cabinets d'avocats et départements juridiques.
- Parcours de M1-M2 Transports, Assurances, Douanes (TAD) : le programme porte sur le droit des transports, quel que soit le mode (routier, maritime, aérien...) et de la logistique, en droit français, droit de l'Union européenne et droit international. Les cadres juridiques des assurances et des douanes, indissociables des transports, sont également étudiés. L'objectif de cette formation est de permettre aux étudiants de devenir des juristes qualifiés dans les différentes spécialités : droit des transports, droit des assurances ou douanes.
- Parcours *European and International Trade & Investment Law* (EITIL), formation délivrée par l'Institut catholique de Lyon, en convention avec l'Université Lumière Lyon 2 ; formation en anglais en droit international des affaires et

investissements, avec un focus sur le droit de l'Union européenne. La formation vise à former des juristes internationaux ou des acteurs de tribunaux arbitraux.

- Parcours Droit du marché digital et des données (DMDD) : formation dispensée par l'Institut catholique de Lyon, en convention avec l'Université Lumière Lyon 2 ; formation en français et en anglais dédiée au droit du marché des données et des services numériques ainsi qu'à l'intelligence artificielle, en incorporant largement la réglementation européenne. L'objectif de cette formation est de permettre aux étudiants d'acquérir les connaissances juridiques et transversales nécessaires à maîtriser les problèmes soulevés par l'interaction entre le droit civil et pénal des affaires et les domaines variés du numérique.

Points forts ¹	Points faibles ¹
<ul style="list-style-type: none"> - Des parcours de formation ayant de fortes spécificités, les rendant uniques notamment au sein du site de Lyon. - Des formations associant universitaires et professionnels (avocats, juristes d'entreprise, <i>compliance officers</i>...) - Des enseignements originaux à forte dimension professionnelle. Ex. : <ul style="list-style-type: none"> o Journée des créateurs (conseils à des créateurs et artistes) et participation au concours national de plaidoirie en propriété intellectuelle – CN2PI (M2 PI) o Journée de la gouvernance d'entreprise : présentation de projets auprès d'un jury de professionnels et de professeurs étrangers (M2 DAC) o Simulation de procès : jeu de rôles à partir d'un contentieux judiciaire (M2 JAEC) ; <i>Moot court</i> (M2 EITL) o Utilisation de solutions digitales <i>de legal techs</i>, grâce à des partenariats avec des acteurs incontournables du marché o Participation des étudiants du Master TAD à la <i>Master class</i> de l'association pour le développement de la formation dans les transports (AFT) en partenariat avec le LAET UMR 5593 (laboratoire aménagement économie transports). - Des formations s'appuyant sur des partenariats et des réseaux locaux et internationaux. Les formations travaillent avec des organismes tels que l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), l'Agence de lutte anti-corruption (AFA), Interpol, le Barreau de Lyon (commission Compliance) ; et des associations comme l'Association française des juristes d'entreprise (AFJE) en Rhône-Alpes ou l'Association des praticiens du droit des marques et des dessins et modèles (APRAM). - Des possibilités de mobilité en M1 comme en M2, avec diplomation possible avec des universités canadiennes (LLM de l'Université de Montréal, DESS de l'Université de Sherbrooke). - Une maquette structurée autour d'unités d'enseignement constitutives de blocs de connaissances et de compétences. - Des formations particulièrement adaptées aux étudiants souhaitant recevoir des cours de droit des affaires en langue anglaise. - Des formations en lien étroit avec les activités de recherche, notamment menées dans le cadre de l'unité de recherches en droit « Transversales » et de ses différents axes, en particulier les axes « Droit et innovations économiques » et « Art et patrimoine » : organisation de conférences sur de nombreuses thématiques d'actualité (défis juridiques de la numérisation du patrimoine culturel muséal, la place des <i>Legal Ops</i> dans les professions du droit, la facturation électronique, les remèdes juridiques aux pathologies de la mauvaise gouvernance...). Ces colloques sont organisés en collaboration avec d'autres établissements et/ou des organismes publics et associations professionnelles. L'assistance de ces 	<ul style="list-style-type: none"> - Des options en M2 permettant de suivre la formation en alternance devraient être élargies. Jusqu'à présent, seul le Master Droit de la PI propose l'alternance. Des projets sont en cours pour d'autres ouvertures à l'alternance, mais ils dépendront des ressources administratives. La création d'un poste d'ingénieur pédagogique pourrait favoriser ces projets. En outre, les parcours non ouverts à l'alternance permettent, en M2, d'effectuer un stage optionnel en parallèle des cours deux jours par semaine. - Un manque de ressources administratives en gestion de scolarité : une seule personne gestionnaire de scolarité pour toute la mention droit des affaires, avec l'appui indispensable d'une personne responsable de scolarité des masters. Le recrutement d'une personne supplémentaire en gestion de scolarité, même à temps partiel, est souhaité et demandé depuis plusieurs années. - De nombreuses activités pédagogiques non rémunérées, faute de dotation suffisante : supervision de mémoires et rapports de stage. - Trop d'heures d'enseignement sont encore valorisées en HTD au détriment d'HCM, ce qui rend peu attractifs ces enseignements pour les enseignants titulaires, même si cet aspect a été amélioré par rapport aux maquettes antérieures à 2022-2023. - Un besoin de renforcement des actions de communication, notamment sur les réseaux sociaux et dans les salons.

colloques est intégrée dans la formation des étudiants.	
<ul style="list-style-type: none"> - Des formations adossées à des associations d'étudiants, qui organisent des opérations de communication et de valorisation de la formation. 	
Opportunités¹	Menaces¹
<ul style="list-style-type: none"> - Des synergies en cours de développement avec la Faculté de sciences économiques et de gestion (SEG). Des enseignants de SEG interviennent déjà en MJA et cette synergie a vocation à se développer avec le projet de double Master Management stratégique et droit des affaires. - Un potentiel important sur les mobilités entrantes et sortantes, compte tenu de l'attractivité de notre campus Berges du Rhône et du profil international de plusieurs membres de l'équipe pédagogique. - Des partenariats avec les professionnels au niveau local et régional à développer encore et à formaliser. 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque d'une dotation encore moins importante que les précédentes en raison de la situation budgétaire de l'établissement. - Risque de subir la concurrence de la part d'organismes privés proposant des formations de « mastère » en droit des affaires avec des financements supérieurs. - Risque de rotation des gestionnaires de scolarité. - Risque d'alourdir les charges administratives sur les responsables pédagogiques. - Nécessité de relancer des recrutements d'enseignants-chercheurs en droit des affaires, particulièrement en droit des transports et/ou droit douanier pour le parcours TAD.

Inscription de la formation dans les orientations pédagogiques et les priorités thématiques de l'établissement

L'Université Lumière Lyon 2 a développé une politique d'internationalisation de son offre de formation qui repose sur des partenariats privilégiés. La mention droit des affaires s'inscrit dans cette dynamique puisqu'elle dispose depuis de nombreuses années d'un partenariat avec l'Université de Montréal et depuis plus récemment avec l'Université de Sherbrooke (Canada), ces programmes permettant une bidualité.

Elle répond aussi au projet d'établissement d'être une université au cœur de la cité lyonnaise et de la région ARA à travers des partenariats avec des associations et organismes professionnels.

En outre, conformément prendre en compte les impératifs de développement durable, plusieurs 2e années de Master (JAEC, TAD, MJA, DAC) intègrent la durabilité et l'ESG dans la formation afin que les juristes de demain soient capables de faire respecter la réglementation foisonnante sur ces thèmes.

Parcours des étudiants en amont et en aval de la formation

En amont :

- La plupart des étudiants entrant sont titulaires d'une licence en droit privé, étant précisé qu'ils proviennent de différents établissements.
- Toutefois, il peut arriver que des étudiants ayant une licence en droit public ou un autre diplôme français ou étranger soient sélectionnés, au regard de leur parcours, de leurs notes et de leurs projets.
- En amont du parcours EITIL, les étudiants proviennent majoritairement de l'étranger avec une petite proportion d'étudiants français maîtrisant l'anglais.

En aval : beaucoup d'étudiants s'orientent vers la profession d'avocat, en préparant l'examen d'entrée à l'école d'avocats. D'autres souhaitent devenir juriste d'entreprise ou de collectivité publique, ou encore conseil en propriété industrielle. Le caractère professionnalisant de nos formations vise à les rendre au plus tôt opérationnels et prêts à entrer dans la vie active en fonction de leur objectif et appétence, à la fois quant au métier et au secteur économique ou économique.

Articulation et passerelles avec les formations voisines du même cycle et des cycles antérieur et/ou supérieur

La mention droit des affaires s'inscrit dans la continuité de la licence en droit.

A titre exceptionnel, les étudiants inscrits dans un parcours de 1e année de master peuvent changer de parcours en 2e année, sur candidature et lettre de motivation, ce qui arrive ponctuellement en raison de changement de projet.

Evolution des intitulés de la formation (accréditée et parcours diplômants) pendant la période de référence

Création du nouveau parcours Management juridique des affaires : ouverture du M1 à la rentrée 2023 et du M2 à la rentrée 2024.

Perspectives de restructuration envisagées pour le prochain contrat

Étant donné que la mention a déjà fait l'objet de nombreuses évolutions au cours des quatre dernières années, nous préférons maintenir la structure actuelle, ainsi que les maquettes dans leur ensemble, tout en apportant quelques améliorations à certains cours. Cela nous permettrait de nous inscrire dans une vision à moyen et à long terme, tout en capitalisant sur les atouts des formations. Toutefois, un projet de création du parcours Management stratégique et droit des affaires est en cours de mise en œuvre, avec l'ouverture du M1 prévue pour la rentrée 2025, puis du M2 en septembre 2026 : parcours proposé à tous les étudiants inscrits dans certains parcours de la mention droit des affaires (JAEC, DAC, MJA). Il permet de suivre en parallèle des deux années de Master en droit des affaires un deuxième parcours de Master conçu conjointement par la Faculté de droit Julie-Victoire Daubié et la Faculté de sciences économiques et de gestion. La spécificité de cette double diplomation est de proposer le développement de nouvelles compétences articulant de manière étroite deux disciplines, le droit des affaires et le management stratégique, afin de former les étudiants à la gestion juridique des risques.

¹ Pour rappel, 4 domaines : politique et caractérisation, organisation pédagogique, attractivité/performance et pertinence, pilotage et amélioration continue